

# PLAN D'INITIATION

## FOR A GEF PROJECT PREPARATION GRANT (PPG)

### Renforcement des capacités d'adaptation et de résilience au Changement Climatique dans l'agriculture au Mali



Pays: Mali

#### UNDAF Effet 4: Effet PNUAD

Les zones rurales les plus vulnérables bénéficient d'un renforcement de la sécurité alimentaire et d'un développement durable, de services d'énergie alternatives durables, et de création d'emplois

#### Expected Outcome(s)/Indicator (s): **Produits de pays escomptés**

La gestion de l'environnement par les secteurs public et privé, et en particulier les collectivités locales, est renforcée

*(CP outcomes linked to the SRF/MYFF goal and service line)*

Service line

#### Expected Output(s)/Indicator(s): **Activités/indicateurs**

Les conditions de vie des populations des communes rurales, en particulier celles des régions de Kidal, Gao, Mopti, Ségou, sont améliorées par la mise en oeuvre d'investissements et de services ciblés dans le cadre de programmes de développement intégrés

*(CP outcomes linked to the SRF/MYFF goal and service line) **Produit CPAP***

L'accès des populations les plus vulnérables aux services sociaux de base est renforcé notamment dans les communes de Mopti et Tombouctou

Période du programme: 2009 – 2013

Projet n 00056764

Composante du Programme : Gestion de l'environnement et des ressources naturelles

Titre du PPG: Renforcement des capacités d'adaptation et de résilience au Changement Climatique dans l'agriculture au Mali

Identification ATLAS: 0069684

Identification du Projet PIMS: 4046

Durée : 12 mois

Dispositif de Gestion: NEX

Total budget: \$200,000

Resources allouées

- Gouvernement -
- FEM \$100,000
- UNDP \$100,000

APPROUVEE PAR

Joseph Byll-Catarina

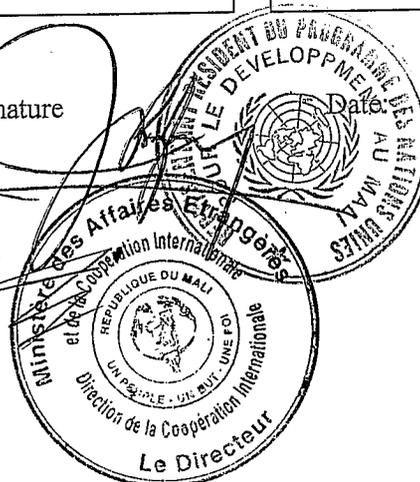
Représentant Résident du PNUD

Signature

Date

27/03/09

Directeur de la coopération  
Internationale



## Brève Présentation du projet

Le présent document constitue la phase préparatoire du document de projet soumis par le Mali aux fonds des pays les moins avancés parties à CCNUCC et intitulé : « **Renforcement des capacités d'adaptation et de résilience au Changement Climatique dans l'agriculture au Mali** ». Les principales activités ciblées sont les suivantes:

- une description claire des activités de base et des sources de financement connexes ;
- les spécifications explicites de toutes les activités d'adaptation financées au titre du « LDCF » et la justification de leur valeur ajoutée
- l'identification des zones spécifiques du projet, les communautés paysannes et les sites ciblés pour les interventions ;
- la définition des objectifs, buts, réalisations, produits et indicateurs y relatifs ;
- le cadre logique et la description d'un système de suivi et d'évaluation, y compris les indicateurs d'impact.
- l'élaboration d'un plan de participation du grand public à la conception, à la préparation et à l'exécution des phases/composantes de suivi et évaluation

Un document de projet, selon le format PNUD/FEM sera élaboré par une équipe de consultants international et nationaux qui devront travailler avec toutes les parties prenantes pouvant être concernées dans la mise en œuvre du projet (services techniques, ONG, secteur privé, etc.. Durant la phase préparatoire, le projet sera exécuté selon la modalité NEX par la Direction Nationale de la Météorologie sous la supervision du PNUD conformément au fonds de préparation du projet approuvé ainsi que du plan de travail (cf. annexe 1 et 2)

**Total Budget et Plan de travail 2009**

<b>Award ID:</b>	0000056764
<b>Project ID:</b>	0000069684
<b>Award Title:</b>	PIMS 4046_LDCF_Renforcement des capacités d'adaptation et de résilience au Changement Climatique dans l'agriculture au Mali
<b>Business Unit:</b>	MLI10
<b>Project Title:</b>	PIMS 4046_LDCF_Renforcement des capacités d'adaptation et de résilience au Changement Climatique dans l'agriculture au Mali
<b>Implementing Partner (Executing Agency)</b>	NEX (DIRECTION NATIONALE METEOROLOGIE)

GEF Outcome/Atlas Activity	Responsible Party	Fund ID	Donor Name	Atlas Account Code	ATLAS Budget Description	Amount 2009 (USD)	Total
<b>OUTCOME 1</b> : Evaluation des besoins et faisabilité technique des options et mesures d'adaptation	NEX	62000	10003	71300	National Consultants	25000	25,000
	NEX	62000	10003	72100	Contractual Service	10000	10,000
	NEX	62000	10003	71600	Travel	15000	15000
	NEX	62000	10003	74500	Miscellaneous Expenses	5000	5,000
	NEX	4000	00012	71300	National Consultants	10000	10,000
	NEX	4000	00012	71600	Travel	6000	6,000
					<b>Sub-Total</b>	<b>71000</b>	<b>71,000</b>
<b>OUTCOME 2</b> Elaboration du projet	NEX	62000	10003	71200	International Consultants	18,000	18000
	NEX	62000	10003	71600	Travel	5,000	5,000
	NEX	62000	10003	71300	National Consultants	13,000	13,000
	NEX	4000	00012	71300	National Consultants	10,000	10,000
	NEX	4000	00012	72200	Supply	2,000	2,000
				<b>Sub-Total</b>	<b>48,000</b>	<b>48,000</b>	
<b>OUTCOME 3</b>	NEX	62000	10003	71300	National Consultant	3,000	3,000

Consultations avec les principales parties prenantes	NEX	62000	10003	72100	Contractual Services	1,000	1,000
	NEX	4000	00012	71600	Travel	15000	15,000
	NEX	4000	00012	71300	National consultant	7000	7000
	NEX	4000	00012	74500	Miscellaneous Expenses	10000	10,000
					<b>Sub-Total</b>	<b>32,000</b>	<b>32,000</b>
OUTCOME 4 Plan financier et système de cofinancement	NEX	62000	10003	71300	National Consultants	4000	4,000
	NEX	62000	10003	74500	Miscellaneous Expenses	1000	1,000
	DEX	4000	00012	73500	Reimbursement Costs	25000	25000
	NEX	4000	00012	74100	Professional Services	15000	15,000
					<b>Sub-Total</b>	<b>45000</b>	<b>45,000</b>
Total							

Summary of Funds;	2009	Total
GEF/LDCF	100,000	100,000
UNDP	100,000	100,000
<b>TOTAL US\$</b>	<b>200,000</b>	<b>200,000</b>

# TERMES DE REFERENCE POUR LE RECRUTEMENT DES CONSULTANTS NATIONAUX

## I. CONTEXTE / JUSTIFICATIONS

La présente consultation s'inscrit dans le cadre de la préparation du document de projet prioritaire du Programme d'Action National d'Adaptation aux Changements Climatiques (PANA). Le PANA s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des mesures d'adaptations prévues dans la Communication Nationale initiale que le Mali a élaboré et présentée à la sixième Conférence des Parties en novembre 2000 à la Hayes (Pays Bas). Parallèlement à l'élaboration de la Communication nationale initiale, le Mali a également élaboré sa stratégie nationale en matière de changement et de variabilité climatique.

Le PANA s'inscrit aussi dans la mise en œuvre du Programme de préservation des ressources naturelles, un des neuf programmes prioritaires du Plan National d'Action Environnementale (PNAE).

L'élaboration et l'exécution du PANA au Mali entrent aussi dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) que le Mali a signée et ratifiée respectivement le 22 Septembre 1992 et le 28 Décembre 1994. Il a par la suite signé et ratifié le Protocole de Kyoto respectivement le 27 Janvier 1999 et le 28 Mars 2002.

La préparation du PANA s'inscrit également dans le cadre des décisions issues de la COP7 de Marrakech notamment les décisions 5/CP.7 : aide à l'adaptation dans les pays en développement ; 27/CP.7 : Directives concernant les fonds pour les Pays les Moins Avancés (PMA) ; 28/CP.7 : lignes directrices relatives au PANA et 29 CP.7 : constitution d'un Groupe d'experts des Pays les Moins Avancés .

Le Mali a bénéficié, du soutien financier du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) pour élaborer son PANA.

L'objectif de développement du PANA est de contribuer à atténuer les effets néfastes des changements climatiques sur les populations les plus vulnérables, dans la perspective d'un développement durable et de lutte contre la pauvreté au Mali.

Le document PANA du Mali donne un aperçu sur le contenu des activités prioritaires à entreprendre pour faire face aux besoins et préoccupations urgents et immédiats aux fins de l'adaptation aux effets néfastes des changements climatiques. Il comporte 19 fiches de projets prioritaires dont le plus prioritaire concerne l'augmentation de la résilience du Mali face aux effets néfastes des changements climatiques.

Le PANA du Mali a été soumis à la COP 13 à Bali ( en Indonésie ) en 2008.

Le document du PANA constitue un cadre dynamique et flexible mais général permettant d'orienter et de coordonner les activités prioritaires en matière d'adaptation aux changements climatiques dans le pays, sur la base de critères stricts et à travers une approche participative et synergique impliquant les différents partenaires, en particulier les communautés locales, le secteur public, le secteur privé, les ONG et la société civile, ainsi que les autres programmes

nationaux notamment la Stratégie de Développement Rural (SDR) et le Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté ( CSCR ).

Dans la dynamique de mise en œuvre des PANAs, le Fonds d'adaptation des pays les moins avancés a souscrit au financement du projet le plus prioritaire pour chaque PMA. C'est ainsi qu'une fiche d'identification de projet (FIP) a été élaborée pour le projet le plus prioritaire du Mali . Elle a été approuvée par le FEM en janvier 2009. Une proposition détaillée de projet doit être préparée dans les dix prochains mois et soumise au Fonds d' adaptation des PMA..

La présente consultation s'inscrit dans le cadre de l'élaboration de cette proposition détaillée.

Le projet prioritaire est un projet intégré qui incluse un certain nombre d'interventions prioritaires issues d'un certain nombre de projets prioritaires du PANA. Ces interventions sont par ordre de priorité :

1°) le renforcement de la résilience de la production locale de grain au changement climatique à travers la dissémination de semences adaptées au changement et à la variabilité climatique ( projets prioritaires n° 1 et n° 2 du PANA );

2°) la diversification des sources de revenu des communautés rurales comme moyen d'accroître la sécurité alimentaire des populations vulnérables ( extrait du projet prioritaire n° 3 du PANA );

3°) l'extension des services hydro agro météorologiques aux agriculteurs et éleveurs ( extrait du projet prioritaire n° 6 du PANA );

4°) la mise en œuvre d'un plans de gestion d'usages multiples de l'eau ( approvisionnement en eau potable, irrigation, mobilisation des eaux non conventionnelles etc.) ( extrait des projets prioritaires n° 4, n° 7 et n° 8 du PANA );

5°) La restauration de la fertilité des sols à travers des techniques de résilience au changement climatiques ( extrait du projet prioritaire n° 14 et n° 12 du PANA );

6°) Améliorer les capacités de rétention des eau à travers le captage des eaux de ruissellement ( extrait du projet prioritaire n° 11 du PANA );

7°) le développement des paquets de formation à l'adaptation pour les populations rurales ( extrait du projet prioritaire n° 16 du PANA).

Toutes ces activités son reprises dans le document du PIF dont les composantes sont ;

Composante 1 : la création de capacités nationales pour prévenir et gérer les impacts des changements climatiques sur la production agricole et la sécurité alimentaire ;

Composante 2 : l'accroissement de la résilience des systèmes de production agricoles et des communautés agro-pastorales les plus vulnérables aux changements climatiques. ;

Composante 3 : La capitalisation et la diffusion des bonnes pratiques (en matière d'adaptation aux changements climatiques) issues de la mise en œuvre du projet.

La mise en œuvre du PPG a pour objectif d'élaborer un document de projet permettant la mise en œuvre des différentes composantes ci-dessus du PIF. Pour cela, le PPG comprend les composantes suivantes :

Composante1 : Evaluation des besoins et faisabilité technique des options et mesures d'adaptation ;

Composante2 : Conception du projet ;

Composante3 : Consultation avec les principales parties prenantes ;

Composante4 : Elaboration d'un plan financier et d'un mécanisme de cofinancement.

Les produits escomptés de la mise en œuvre de ces composantes sont :

- Le résumé des plans pertinents pour l'exécution de l'étude de base et des programmes d'investissement des secteurs public et privé au Mali mettant l'accent sur la sécurité alimentaire et l'agriculture durable ;
- L'examen et le résumé des cadres stratégiques et réglementaire existants pertinents pour l'agriculture et le développement rural, l'amélioration des systèmes agricoles et l'atténuation des impacts de la sécheresse ;
- L'examen, l'analyse et le résumé des activités pertinentes des projets antérieurs des partenaires financiers et du secteur privé en matière d'adaptation, de production de nourriture et de sécurité alimentaire au Mali ;
- Les rapports pertinents en vue de justifier les interventions proposées du projet et de mobiliser les ressources financières pour les activités proposées ;
- Un cadre logique de projet qui prenne en compte les indicateurs et stratégies de vérification ;
- Le cadre de suivi et évaluation pour les projets mettant l'accent sur l'adaptation au changement climatique, y compris la variabilité ;
- Un plan de travail assorti des rôles et responsabilité pour la mise en œuvre ;
- Un plan de participation des parties prenantes, avec un accent explicite mis sur la participation des communautés rurales ;
- Les lettres d'approbation du gouvernement et celles confirmant les engagements de cofinancement ;
- Le document de projet et le résumé analytique, conformément aux exigences du FEM% et du PNUD ;
- D'autres rapports de toutes les consultations pertinentes des parties prenantes du projet.

## **II. TACHES GENERALES DES CONSULTANTS NATIONAUX**

2.1 Les consultants nationaux (CN) travailleront en étroite collaboration avec le consultant international pour l'aider dans sa tâche. Leurs tâches comprendront :

a) contribuer à la préparation et à la mise en œuvre réussie d'ateliers nationaux, notamment l'atelier de lancement, et d'autres activités dans la phase préparatoire du projet, conformément aux exigences du FEM énoncées dans le document du projet ;

b) sur la base de leur expérience nationale, fournir à l'équipe du projet et au consultant international des conseils et une assistance technique sur les principaux résultats de la phase préparatoire du projet, qui serviront à la préparation de la proposition de projet détaillée ;

c) assurer le contrôle qualité des résultats de la phase préparatoire du projet, en conformité avec les normes requises par les priorités nationales ;

d) contribuer à la préparation d'une proposition de projet détaillée, incluant les tâches suivantes :

i. contribuer à l'élaboration d'une synthèse des plans de développement et des programmes d'investissement pertinents des secteurs public et privé au Mali, notamment les cadres politiques et réglementaires existants pour le développement agricole ;

ii. aider le consultant international à évaluer les options d'adaptation, sur la base de l'examen des évaluations existantes sur la vulnérabilité et de la consultation des parties prenantes. Il convient de préparer un plan budgétaire et d'activités détaillé des options d'adaptation à tester dans la phase de mise en œuvre du projet ;

iii. aider le consultant international à faire clairement la distinction entre les données de référence et les autres stratégies, politiques et mesures pour faire face aux risques de changements climatiques, ;

iv. fournir une base pour l'examen des activités financées par le secteur privé et les bailleurs de fonds dans le développement agricole au Mali et des opportunités de co-financement du projet ;

v. contribuer à la préparation du budget total et du plan de travail (le PNUD doit fournir le modèle) ;

vi. contribuer au cadre de S&E, notamment les indicateurs d'impact pour évaluer les progrès par rapport aux résultats énoncés dans la FIP, et à une définition pertinente de la méthode de collecte des données de suivi ;

vii. contribuer à l'élaboration d'un plan de travail détaillant les rôles et les responsabilités de mise en œuvre ;

viii. contribuer à l'élaboration d'un plan de participation des parties prenantes, en mettant l'accent sur l'implication de la communauté ;

ix. contribuer à l'élaboration des modalités de gestion ;

e) aider le consultant international dans l'élaboration du rapport initial et du rapport de la phase préparatoire du projet (modèle fourni par le PNUD) ;

f) toute tâche corrective requise par le PNUD, sur la base des examens du document du projet réalisés en interne et par le FEM.

g) contribuer à la finalisation d'un modèle à partir des leçons apprises à la fin de la phase préparatoire.

### **III. QUALIFICATIONS ET TACHES SPECIFIQUES DES CONSULTANTS NATIONAUX**

#### **3.1 Deux experts en adaptation ( consultants principaux locaux ) dans le domaine des changements climatiques**

Les consultants principaux, recrutés sur la durée du projet, assureront la supervision des études et travailleront avec l'expert international avec qui ils travailleront en synergie.

Spécifiquement l'un des experts s'occupera de la coordination tan dis que l'autre expert sera chargé des aspects de terrain.

Les qualifications et les tâches spécifiques de ces experts sont les suivantes :

### 3.1.1 Expert 1 ( chargé de la coordination) :

#### Qualification :

- Expérience en coordination de consultations ;
- Expérience en formulation et mise en œuvre de projet d'adaptation aux changements climatiques ;
- Expérience dans la conduite des consultations et négociations avec les partenaires ( niveau rural, régional et international) ;
- Connaissance des scénarios climatiques en particulier dans le domaine de l'agriculture.

#### Tâches :

- . Aider à coordonner toutes les activités prévues dans le cadre du PPG et assurer la qualité des produits ;
- Entreprendre l'évaluation des risques et de la vulnérabilité aux changements climatiques ;
- . Conduire les consultations et les négociations avec les partenaires potentiels ;
- . Sur la base des connaissances sur le climat au Mali des modèles régionaux existants, identifier une gamme de scénarios climatiques et en particulier dans le secteur de l'agriculture ;
- . Définir les rôles et les responsabilités de différents acteurs et confirmer l'arrangement institutionnel le plus approprié.

**Durée du travail :** 14, 5 semaines ( l'expert national principal reste engagé jusqu'à l'approbation par le Comité de Pilotage et acceptée par l'expert international de l'étude produite

**Coût hebdomadaire :** 1.000 \$US (5jours/semaine)

### 3.1.2 Expert 2 ( chargé des activités de terrain)

#### Qualification :

- Expérience / connaissance du terrain ;
- Expérience dans l'organisation et la planification d'ateliers techniques ;
- Expérience dans l'évaluation des risques de la vulnérabilité aux changements climatiques ;
- Expérience dans le domaine de l'étude ( 10 ans).

#### Tâches :

- . Faire une analyse détaillée des problèmes (principales causes, barrières pour la résolution des problèmes etc.) ;
- . Entreprendre l'évaluation des risques et de la vulnérabilité aux changements climatiques ;
- . Identifier des options d'adaptations appropriées et des mesures ;
- . Préciser les limites de la zone d'étude et du projet ;
- . Identifier les sites potentiels d'intervention du projet ;
- . Organiser et faciliter une série d'ateliers techniques et de concertation ;

**Durée du travail :** 14,5 semaines ( l'expert national principal reste engagé jusqu'à l'approbation par le Comité de Pilotage et acceptée par l'expert international de l'étude produite

**Coût hebdomadaire :** 1.000 \$US (5jours/semaine)

### **3.2 Deux experts dont un spécialiste en agriculture et gestion durable des terres et un en scénarios climatiques dans le domaine de l'agriculture**

Compte tenu des tâches assignées à ce poste de consultant, nous lui avons attribué deux postes d'experts dont un en agriculture et l'autre en scénarios climatiques dans le domaine de l'agriculture

#### **3.2.1. Expert en agriculture :**

##### **Qualifications :**

- Expérience en planification ;
- Connaissance du domaine des investissements/ aspects d'adaptation aux changements climatiques ;
- Connaissance du domaine de l'agriculture et des études sur les changements climatiques ;
- Bonne expérience du terrain et des partenaires ;
- Expérience dans le domaine de l'étude ( 10 ans).

##### **Tâches à effectuer par le consultant :**

- Identifier les investissements additionnel nécessaires pour l'adaptation au changement climatique ; nécessaires pour l'adaptation au changement climatique ;
- Aider à la mise place d'un partenariat entre les différents acteurs et à la mobilisation des ressources
- Appuyer la précision des mesures pratiques pilotes d'adaptation et préparer des études de préfaisabilité et d'analyses coûts/bénéfices ;

**Durée du travail :** 7 semaines

**Coût hebdomadaire :** 1.000 \$US ( 5 jours/semaine )

#### **3.2.2 Expert en scénarios climatiques dans le domaine de l'agriculture :**

##### **Qualifications :**

- Expérience en scénarios climatiques ;
- Expérience de collaboration avec les partenaires nationaux ;
- Expérience dans l'évaluation des coûts d'adaptation aux changements climatiques;
- Expérience dans le domaine de l'étude ( 10 ans).

##### **Tâches :**

- Etablir une situation/scénario de base conforme aux investissements en cours et planifiés dans le secteur de l'agriculture,
- Appuyer la précision des mesures pratiques pilotes d'adaptation et préparer des études de préfaisabilité et d'analyses coûts/bénéfices ;

- Expérience dans l'évaluation des coûts d'adaptation aux changements climatiques;

**Durée du travail :** 7 semaines

**Coût hebdomadaire :** 1.000 \$US ( 5 jours/semaine ).

### **3.3 Un expert en montage institutionnel dans le secteur de l'agriculture**

#### **Qualification**

- Expérience et connaissance du cadre institutionnel national dans le domaine de l'agriculture ;
- Expérience dans le domaine du partenariat et la mobilisation des ressources ;
- Bonne capacité d'analyse ;
- Expérience dans le domaine de l'étude ( 10 ans).

#### **Tâches à effectuer par le consultant**

- . Revoir et analyser les politiques, les législations et réglementations et les cadres institutionnels existants en rapport avec le secteur de l'agriculture y compris les mesures en faveur et en défaveur de l'adaptation, les barrières etc ;
- . Fournir des données nécessaires à l'étude des coûts des impacts des changements climatiques
- . Conduire des analyses de lacunes de capacité aux plans institutionnel et individuel ainsi que des analyses de besoins ;
- . Définir la politique du projet, la stratégie de développement institutionnel et de renforcement de capacité et le plan d'action ;
- . Proposer un cadre institutionnel de mise en œuvre du projet ;
- . Aider au développement de partenariats et à la mobilisation des ressources.

**Durée du travail :** 14 semaines

**Coût hebdomadaire :** 1.000 \$US

### **3.4 Un spécialiste en méthodes participatives**

#### **Qualifications :**

- Expérience de travailler avec les communautés locales ;
- Expérience de partenariat et de mobilisation de ressources ;
- Bonne connaissance du terrain ;
- Bonne connaissance des méthodes participatives ;
- Expérience dans le domaine ( 5 ans).

#### **Tâches à effectuer par le consultant**

- . Conduire une analyse des parties prenantes et développer un plan de leur participation incluant une stratégie de mobilisation des communautés ;
- . Aider à la mise en place de partenariat et à la mobilisation des ressources

**Durée du travail :** 6 semaines

**Coût hebdomadaire :** 1.000 \$US

### **3.5 Un spécialiste en capitalisation des connaissances et en S&E**

#### **Qualifications :**

- Expérience en collecte et analyse d'information et de connaissance ;
- Expérience en suivi/évaluation ;
- Bonne connaissance du terrain ;
- Expérience de travail avec les collectivités et les communautés ;
- Expérience dans le domaine de l'étude ( 5 ans).

#### **Tâches à effectuer par le consultant**

- . Définir une composante sur la gestion des connaissances ( des leçons apprises y compris les mécanismes d'apprentissage et les indicateurs d'impacts)
- . Développer une stratégie de répliquabilité et de durabilité des actions à la

**Durée du travail :** 4 semaines

**Coût hebdomadaire :** 1.000 \$US

### **3.6 Un expert international, spécialiste des questions d'adaptation au changement climatique ayant une bonne connaissance des cycles de projet GEF**

#### **3.6.1 Tâches :**

- Aider à choisir les scénarios régionaux, procéder à l'évaluation de la vulnérabilité et du risque climatique et aider à apporter des réponses appropriées pour la gestion des risques ;
- Evaluer le coût des impacts du changement climatiques sur le secteur agricole en l'absence de mesures d'adaptation ;
- Aider à préparer des études de pré faisabilité et à effectuer une analyse coût avantages pour les mesures de gestion des risques à financer par le projet ;
- Aider à définir la valeur ajoutée des réalisations et activités proposées ;
- Diriger l'équipe des consultants nationaux et aider à définir les activités et le plan de travail du PPG ;
- Contrôler la qualité des contributions et des résultats obtenus par tous les consultants et sous-traitants ;
- Valider l'analyse de la problématiques des obstacles du projet ;
- Elaborer le cadre logique, le plan de travail et le budget du projet ;
- Démontrer le coût efficacité des interventions du projet ;
- Proposer des plans de cofinancement et de financement du projet ;
- Simuler les partenariats et aider à mobiliser les ressources ;
- Elaborer la fiche d'information du FSP et le Prodoc du PNUD.

**3.6.2 Durée du travail :** 52 jours prenant fin au plus tard le 03 Octobre 2009.

**3.6.3 Coût journalier :** 600 \$US

## **IV. METHODOLOGIE**

4.1 La phase préparatoire du projet sera guidée par les buts, objectifs et résultats de la FIP (PPG) approuvée. Les principales questions qui doivent être examinées sont les suivantes :

### **(1) ÉVALUATION DES RISQUES CLIMATIQUES**

- Que sait-on sur les risques climatiques nationaux actuels et les risques de changements climatiques anticipés ?
- Quelles initiatives sont actuellement menées pour améliorer l'information nationale sur les risques de changements climatiques ?

- Où se situent les déficits d'information ?

## (2) ÉVALUATION DE LA VULNÉRABILITÉ

- Comment le secteur agricole s'adapte-t-il à la variabilité climatique ? Quelle est la capacité de résilience des systèmes de production actuels ( par zone agro écologique, cultures vivrières et rente) ? Quelles sont les initiatives endogènes positives ( pratiques culturelles) qui prennent en compte les changements climatiques ?
- Quel est le niveau d'efficacité des systèmes d'alerte précoce au Mali, notamment les systèmes de communication traditionnels, pour les stratégies d'adaptation agricoles ?
- Dans quelle mesure les politiques et les services des collectivités locales et nationales (par ex, les services de vulgarisation) aident-ils efficacement le secteur agricole à s'adapter ?

## (3) ÉLABORATION D'UNE STRATÉGIE D'ADAPTATION

- Quelles options facilitent l'adaptation (stratégies, politiques et mesures) du secteur agricole, y compris les coûts et les impacts respectifs ? Quelles pratiques culturelles ( sont à adopter afin de réduire la vulnérabilité des systèmes de production ?
- Quels besoins en capacités institutionnels aux niveaux local, national et régional pour l'intégration des informations sur les risques de changements climatiques dans les systèmes (par ex., les services de vulgarisation, les systèmes d'alerte précoce, etc.) renforceront la capacité du secteur agricole à faire face aux autres risques liés aux changements climatiques ?
- Comment les paysans doivent-ils être aidés pour gérer les risques de changements climatiques, y compris l'utilisation efficace des informations climatiques et des informations de suivi des sécheresses et des inondations ?
- Comment les politiques et les services des collectivités locales et nationales peuvent-ils être renforcés pour favoriser l'adaptation du secteur agricole ?
- Comment les paysans pourraient être renforcés pour intégrer les risques climatiques dans leur système ? L'information est une chose mais y a t il des opportunités quant à la mise en place de mécanismes de transfert des risques comme la micro assurance agricole ? Quelles sont les barrières quant à leur intégration ?
- Comment peut-on créer des corrélations avec les initiatives existantes et planifiées ?
- Quels sont les obstacles à l'adaptation et quelles sont les stratégies, politiques et mesures permettant de les éliminer ?
- Quels indicateurs pratiques seront utilisés pour évaluer les progrès sur la réduction de la vulnérabilité et/ou sur l'amélioration de la capacité d'adaptation ?

# GEF SECRETARIAT REVIEW FOR LDCF/SCCF PROJECTS<sup>1</sup>

(For both FSPs and MSPs)

Type of Fund: xxTrustFundxx  
 Country/Region: Mali  
 Project Title: Mali: Enhancing Adaptive Capacity and Resilience to Climate Change in the Agriculture Sector in Mali  
 GEFSEC Project ID: 3776  
 GEF Agency Project ID: 4046 (UNDP)  
 Anticipated Project Financing (\$): PPG:\$0 GEF Project Allocation:\$3,000,000 Co-financing:\$6,765,000 Total Project Cost:\$9,765,000  
 PIF Approval Date: January 13, 2009  
 Program Manager: xxProgramManagerPrimaryNamexx Anticipated Work Program Inclusion:  
 GEF Agency Contact Person:

Review Criteria	Questions	Secretariat Comment at PIF/Work Program Inclusion <sup>2</sup>	Secretariat Comment At CEO Endorsement(FSP)/Approval (MSP)
Eligibility	1. Is the participating country eligible?	Yes, Mali is a Least Developed Country and is able to access funds from the LDCF	
	2. Has the operational focal point endorsed the project?	The operational focal point has endorsed the project	
	3. Does the Agency have a comparative advantage for the project?	The project has focus of capacity building which is aligned with the comparative advantage of UNDP	
Resource Availability	4. Is the proposed LDCF/SCCF Grant (including the Agency fee) within the resources available in the LDCF/SCCF fund?		
	5. Will the project deliver tangible adaptation benefits?	The project will bring some tangible adaptation benefits, improving the resilience of agricultural production systems in communities, as well enhancing adaptive capacity in the agricultural sector at the national level	
Project Design	6. Is the adaptation benefit measurable?		

<sup>1</sup> Some questions here are to be answered only at PIF or CEO endorsement. Please do not answer if the field is blocked with gray.  
<sup>2</sup> Work Program Inclusion (WPI) applies to FSPs only. Submission of PIF of FSPs will simultaneously be considered for WPI. For MSPs, once the PIF is approved by CEO, next step will be to continue project preparation until the project is ready for CEO approval.

<p>Justification for GEF Grant</p>	<p>7. Is the project design sound, its framework consistent &amp; sufficiently clear (in particular for the outputs)?</p>		
	<p>8. Is the project consistent with the recipient country's national priorities and policies?</p>		
	<p>9. Is the project consistent and properly coordinated with other related initiatives in the country or in the region?</p>		
	<p>10. Is the proposed project likely to be cost-effective?</p>		
	<p>11. Has the cost-effectiveness sufficiently been demonstrated in project design?</p>		
	<p>12. Is the project structure sufficiently close to what was presented at PIF?</p>		
	<p>13. Does the project take into account potential major risks and include sufficient risk mitigation measures?</p>		
	<p>14. Is the value-added of LDCF/SCCF involvement in the project clearly demonstrated through additional cost reasoning?</p>	<p>The value added of LDCF involvement is demonstrated through additional cost reasoning. The LDCF funds are required to enhance capacity and to improve the resilience of agricultural systems</p>	
	<p>15. How would the proposed project outcomes and adaptation benefits be affected if LDCF/SCCF does not invest?</p>		
	<p>16. Is the LDCF/SCCF funding level of project management budget appropriate?</p>	<p>The level of funding for the project management is appropriate</p>	
	<p>17. Is the LDCF/SCCF funding level of other cost items (consultants, travel, etc.) appropriate?</p>		
	<p>18. Is the indicative co-financing adequate for the project?</p>	<p>The level of co-financing for the project is adequate</p>	
	<p>19. Are the confirmed co-financing amounts adequate for each project</p>		

	component?		
Secretariat's Response to various comments from:	20. Does the proposal include a budgeted M&E Plan that monitors and measures results with indicators and targets? STAP Convention Secretariat Agencies' response to GEFSEC comments Agencies' response to Council comments		
<b>Secretariat Decisions</b>			
Recommendations at PIF	21. Is PIF clearance being recommended?	The PIF is not being recommended for clearance. The outputs of project component 1- Strengthening adaptation capacities at the individual, institutional and systematic level need further clarification. A major section of this component involves the development of a green paper and an economic assessment, which appear to be more suited to the PPG activities. Perhaps the focus should be more on enhancing capacity to address climate proofing agricultural development and planning. Once this issue is clarified then the PIF should be cleared  Update 2  Update 24th November 2008  The update and clarifications provided by UNDP are sufficient and the PIF is being recommended for clearance.	
Recommendation at CEO Endorsement	22. Items worth noting at CEO Endorsement.  23. Is CEO Endorsement being recommended?		

